Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 40 (2003)
Heft: 1581

Artikel: Système politique : des partis à l'écart du monde
Autor: Simioni, Olivier
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1021603

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 06.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Des partis à l'écart du monde

La Suisse n'est pas une exception. Une étude récente de l'Office fédéral de la statistique le démontre. Ici comme ailleurs en Europe, l'émergence de l'extrême-droite accuse le pouvoir d'intégration défaillant des partis traditionnels.

En comparaison internationale, le système de partis suisse est très stable. Les progrès de l'UDC et des Verts ainsi que le déclin du PDC et des radicaux reflètent toutefois des tendances internationales auxquelles la Suisse n'échappe pas.

Klaus Armingeon, professeur de science politique à l'Université de Berne et auteur d'une étude pour l'Office fédéral de la statistique (OFS), s'appuie sur un nombre considérable de données en provenance des pays d'Europe de l'Ouest. De nombreux indicateurs permettent de montrer que la Suisse, si elle cultive ses particularités, notamment une stabilité au-dessus de la moyenne, n'en reste pas moins un pays comme un autre. Son système de partis n'est pas vraiment différent de celui des pays qui l'entourent. La relative stabilité des rapports de force entre partis est une constante dans les pays européens qui, dans leur ensemble, ont vécu peu de bouleversements importants depuis les années soixante.

Bien sûr, la démocratie directe helvétique n'est probablement pas sans conséquences sur l'absence ou le peu de succès des partis d'extrême-droite ou d'extrême-gauche. Au contraire, on note dans l'Europe entière une progression des partis conservateurs (de type UDC) et des écologistes. Le déclin du PDC n'est finalement qu'un exemple parmi d'autres du recul des partis chrétiens-démocrates européens, alors que celui du Parti radical pourrait être considéré comme une mise à niveau avec le reste de l'Europe. Les partis dits «libéraux» (radicaux et libéraux pour la Suisse) y sont en effet moins puissants que chez nous.

Bien que l'étude se base sur des chiffres datant, pour les plus récents, de 1999, force est de constater que ses résultats sont toujours d'actualité et sont même confirmés par les dernières élections fédérales. Trop focalisés sur des questions à court terme (deux UDC au lieu d'un, qui entre Ruth Metzler et Joseph Deiss doit être exclu du Conseil fédéral, etc.), les partis pourraient être tentés de négliger des questions dont les implications à long terme semblent pourtant bien plus redoutables.

Des conflits sociaux à l'origine des partis

Un des apports les plus passionnants de l'étude est son retour sur les débats politologiques concernant l'émergence de nouveaux partis ou de nouvelles tendances à l'intérieur des partis. En effet, l'histoire de l'émergence des partis est liée aux conflits sociaux majeurs qu'ont connus les sociétés européennes (conservateurs contre libéraux, ouvriers contre bourgeois, agrariens contre le système industriel, mouvement écologiste contre la société de croissance industrielle, etc.). A quel conflit peut-on alors se référer pour comprendre l'émergence de l'UDC nouvelle, d'obédience blochérienne? L'étude ne tente pas de répondre à cette question mais permet un travail d'imagination stimulant.

Le «centre droit» a cru répondre à cette question en suivant l'UDC sur le terrain de l'insécurité et de la critique des abus de toutes sortes; sombre erreur. En s'attaquant ensuite à l'AVS, les radicaux ont définitivement montré leur total aveuglement. La gauche, en mettant en avant la question de l'«insécurité sociale» dans un monde de concurrence internationale acharnée et en abordant la question européenne avec plus de pragmatisme et de réserve qu'elle ne l'a fait dans le passé, s'en est mieux tirée.

Si l'on additionne les progressions de l'UDC (opposée, a priori, à toute ouverture sur le monde qui menacerait les Suisses) et celles de la gauche, on peut prétendre que ce sont les partis ouverts au libéralisme économique international qui ont été sanctionnés lourdement par les électeurs. Ouverts, mais surtout sans solutions quant aux dangers réels ou imaginés par la population. Une hypothèse à prendre en compte si l'on suit une des conclusions de l'étude. L'auteur insiste en effet sur l'affaiblissement du pouvoir d'intégration des partis traditionnels, se traduisant selon lui par leur incapacité d'incorporer de manière convaincante les nouveaux conflits dans leurs programmes. Ce phénomène, marquant en particulier dès les années nonante, laisse penser que, décidément, les partis suisses n'échapperont pas à la question européenne. La place de notre pays dans le monde (économique) intéresse peut-être davantage les Suisses que les débats frileux des dernières élections. os

Klaus Armingeon, *Le système de partis de la Suisse en comparaison internationale. Une étude à l'appui des résultats des élections au Conseil national 1971-1999.* Office fédéral de la statistique, Neuchâtel, 2003.

Comment gagner 18 millions de francs sans payer d'impôts

Nous payons trop d'impôts répète à l'envi Christoph Blocher. Si certains d'entre nous en paient trop, c'est parce que Blocher, et d'autres aussi riches que lui, n'en paient pas, ou en tout cas pas assez. Illustration en forme de mode d'emploi. EMS Chemie vient de distribuer 26 millions de francs de bénéfices à ses actionnaires. Blocher, qui possède plus de 70 % du capital, a donc touché plus de 18 millions sur lesquels il ne paiera aucun impôt, ni anticipé, ni sur le revenu.

Pourquoi? Au lieu de verser ses bénéfices sous forme de dividendes, EMS Chemie rembourse aux actionnaires leur capital. La valeur nominale de l'action est ramenée à un centime, sans bien sûr que sa valeur en bourse ne change. De cette manière, Blocher aura économisé plus de 6 millions de francs d'impôts. Les salariés et les retraités AVS apprécieront, eux que le fisc taxe sur chaque franc gagné ! *DP*